(1)

(N^o 239.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AOUT 1883.

IMPOT

SUR LE REVENU DE VALEURS MOBILIÈRES (1).

(1) Premier projet de loi du n^o 176.
Rapport, n^o 227.

Projet primitif.

Projet amendé par le Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

Est supprimé le droit de patente des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et des sociétés étrangères d'assurances opérant en Belgique.

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

ART. 2.

Il est établi une taxe annuelle :

Il est établi une taxe :

1° Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions ou parts d'intérêt dans les sociétés anonymes ou en commandite par actions et des parts d'intérêt des commanditaires dans les sociétés en commandite simple ;

1° (Comme ci-contre.)

2° Sur les bénéfices des opérations industrielles, réalisés par les sociétés ou entreprises pour l'exploitation des mines, à l'exclusion du produit soumis à la redevance proportionnelle sur les mines ;

2° Sur les bénéfices *et produits de toute nature*, réalisés par les sociétés ou entreprises pour l'exploitation des mines, à l'exclusion du produit soumis à la redevance proportionnelle sur les mines ;

3° Sur les intérêts des obligations émises par les sociétés civiles ou commerciales et par les provinces, les communes et les établissements publics ;

3° et 4° (Comme ci-contre.)

4° Sur les lots et primes de remboursement échus aux actionnaires et aux porteurs d'obligations ;

5° Sur les bénéfices réalisés par les sociétés étrangères ayant en Belgique une succursale, un siège, agence ou bureau quelconque, du chef des opérations faites en ce pays.

5° Sur les bénéfices réalisés par les *succursales et les établissements en Belgique*, des sociétés étrangères, et par les sociétés étrangères d'assurances ayant une agence en ce royaume, du chef de leurs opérations faites dans le pays.

ART. 3.

ART. 3.

La taxe est fixée à 5 p. 0/0 sur les revenus spécifiés aux nos 1, 2, 3 et 5 de l'article 2, et à 5 p. 0/0 sur les lots et primes de remboursement.

(Comme-ci-contre)

Projet amendé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER (nouveau).

L'impôt sur les patentes des sociétés anonymes, des sociétés en commandites par actions et des sociétés étrangères d'assurances opérant en Belgique est porté à 3 p. % de la valeur imposable.

La valeur imposable est déterminée par les bénéfices sociaux distribués en intérêts et dividendes pendant l'année ou qui ont reçu une application augmentant d'après le bilan la valeur des actions.

ART. 2.

Supprimer le 1°, le 2° et le 3° du texte du projet amendé par le Gouvernement.

1° Sur les intérêts des obligations émises par les sociétés civiles ou commerciales et par l'État, les provinces, les communes et les établissements publics.

Maintenir le 4° et le 5° du même texte qui deviennent les 2° et 3° du texte amendé.

ART. 3.

La taxe est fixée à 3 p. % sur les revenus spécifiés aux n° 4 et 3 de l'article 2, et à 5 p. % sur les lots et primes de remboursement.

Dispositions soumises au second vote (1).

ARTICLE PREMIER.

Le droit de patente des sociétés anonymes, des sociétés en commandites par actions et des sociétés étrangères d'assurances opérant en Belgique est porté à 5 p. %, additionnels compris, de la valeur imposable.

La valeur imposable est déterminée par les bénéfices sociaux distribués en intérêts et dividendes pendant l'année ou qui ont reçu une application augmentant d'après le bilan la valeur des actions.

ART. 2.

Il est établi une taxe :

1° Sur les intérêts des obligations émises par les sociétés civiles ou commerciales (2).

(1) L'amendement adopté et la disposition rejetée sont imprimés en caractères italiques.

(2) La seconde partie du n° 1° est venue à tomber par suite du rejet de la première partie. Il en est de même de tous les autres articles du projet.

Projet primitif.

La valeur imposable est déterminée :

1° Pour les actions et parts de toute nature, par les intérêts et dividendes distribués pendant l'année, outre les sommes prélevées sur les bénéfices au profit de la réserve ou pour le rachat d'actions ou parts d'intérêt ;

2° Pour les parts des commanditaires dans les sociétés en commandite simple, par le résultat des opérations dûment justifié et, à défaut de cette justification, par un revenu calculé à raison de 4 p. $\frac{0}{10}$ de la mise de fonds ;

3° Pour les bénéfices spécifiés au n° 2 de l'article 2, par le montant des bénéfices constatés par les écritures de la société et, à défaut de comptabilité spéciale, par le montant total des bénéfices généraux accusés par le bilan, déduction faite du produit net de la mine, qui a servi de base à la redevance proportionnelle établie par la loi du 21 avril 1810 ;

4° Pour les obligations, par les intérêts ou revenus payables pendant l'année ;

5° Pour les lots et primes de remboursement échus pendant l'année, par leur montant, sous déduction de la valeur du titre avant le tirage, déterminée d'après le dernier prix courant, conformément aux arrêtés royaux des 25 décembre 1845 et 26 octobre 1877, et, à défaut de prix courant, d'après le taux d'émission dûment justifié ;

6° Pour les opérations faites en Belgique par les sociétés étrangères, par le montant des bénéfices réalisés.

Projet amendé par le Gouvernement.

1° Pour les actions et parts de toute nature, par les bénéfices sociaux distribués en intérêts et dividendes pendant l'année, ou qui ont reçu une application augmentant, d'après le bilan, la valeur des actions ;

2° Pour les parts des commanditaires dans les sociétés en commandite simple, par un revenu calculé à raison de 4 p. $\frac{0}{10}$ de la mise de fonds et de la valeur estimative de toute autre mise, appliquée en Belgique, ou par le bénéfice réel si la société préfère justifier au moyen de ses écritures qu'il est inférieur à ce taux ;

3° Pour les bénéfices et produits spécifiés au n° 2 de l'article 2, par le montant des bénéfices constatés par les écritures de la société et, à défaut de comptabilité spéciale, par le montant total des bénéfices généraux accusés par le bilan, déduction faite du produit net de la mine, qui a servi de base à la redevance proportionnelle établie par la loi du 21 avril 1810 ;

4°, 5° et 6° (Comme ci-contre.)

ART. 5^{bis}.

Lorsqu'une société belge possède à l'étranger une succursale ou un établissement, il est fait abstraction des bénéfices ou pertes qui en proviennent pour l'application de l'article 3. Cette disposition est applicable à toute société d'assurances qui a une agence à l'étranger.

ART. 5^{ter}.

Les obligations sont imposables si la société

Projet amendé par la section centrale.

—

La valeur imposable est déterminée.

Supprimer les 1°, 2° et 3° de l'article amendé et maintenir les 4°, 5° et 6° qui deviennent les 1°, 2° et 3° de cet article.

ART. 5^{bis}.

Maintenir l'article amendé par le Gouvernement et ajouter comme dernier paragraphe :

Elle est applicable aussi aux bénéfices réalisés par des entreprises faites ou des concessions exploitées à l'étranger.

ART. 5^{ter}.

(Comme ci-contre.)

Projet primitif.

—

ART. 4.

Sont exemptes de la taxe les sommes affectées au rétablissement de la réserve, conformément aux statuts.

ART. 5.

Toute société ou entreprise belge, toute administration publique, remet au bureau de l'enregistrement du siège de la société ou de l'administration publique, dans le mois :

1° De l'exigibilité des dividendes, intérêts ou produits, un état contenant la liquidation des sommes soumises à la taxe ;

2° De l'approbation du bilan et du compte des profits et pertes, un état contenant la liquidation finale, par catégorie, des sommes diverses assujetties à l'impôt ;

3° De l'échéance des intérêts des obligations, un état indiquant le nombre des titres émis, des titres remboursés et de ceux qui restent en circulation, avec la base de la taxe ;

4° Du tirage des primes et lots, un état contenant la liquidation des sommes passibles de la taxe.

Projet amendé par le Gouvernement.

—

ART. 4.

a son siège en Belgique, à moins que par les conditions de leur émission, elles ne doivent être considérées comme dépendantes d'une entreprise ou d'un établissement à l'étranger.

Les obligations émises par une société ayant son siège en pays étranger, sont imposables si elles sont considérées comme dépendantes d'une entreprise ou d'un établissement en Belgique.

Sont assujetties à la taxe les sommes et valeurs réparties lors de la liquidation de la société au delà du fonds social existant au 31 décembre 1883 et des réserves opérées depuis cette date et ayant supporté la taxe établie par l'article 2 ou la redevance sur les mines.

La taxe n'est pas due à raison des sommes affectées à la reconstitution du capital ou au rétablissement de la réserve, lorsqu'ils auront été réduits par des pertes subies dans des opérations soumises à la taxe.

Elle n'est pas due par les sociétés anonymes constituées conformément à la loi du 20 juin 1867.

Dans les sociétés en commandite simple, le droit de patente du commandité est réduit dans la proportion de la part du commanditaire.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

Projet amendé par la section centale.

—

ART. 4.

(Comme ci-contre)

ART. 5.

Supprimer les paragraphes 1° et 2° de l'article et maintenir les 3° et 4° qui deviennent les 1° et 2° de cet article.

Projet primitif.

Projet amendé par le Gouvernement.

ART. 6.

Toute société étrangère ayant un siège ou agence quelconque en Belgique, est tenue de faire agréer par le directeur de l'enregistrement, dans les deux mois à partir de la mise en vigueur de la présente loi, ou avant toute opération, un représentant solvable qui s'engagera personnellement au paiement de la taxe et des pénalités.

Ce représentant de la société est tenu de remettre au bureau compétent, dans les deux mois à partir de l'expiration de chaque exercice social, un état certifié sincère résumant les opérations de l'année et présentant la liquidation de la somme passible de la taxe. Le délai de deux mois pourra être prolongé par le Ministre des Finances.

ART. 7.

Les états de liquidation sont appuyés des pièces justificatives, et notamment des comptes rendus, inventaires, bilans et comptes des profits et pertes, des extraits des délibérations et de tous autres documents.

ART. 8.

Le montant de la taxe est exigible dans le mois à partir de la date fixée pour la remise de l'état de liquidation.

L'avance en est faite pour les créanciers par les débiteurs des revenus et primes.

ART. 9.

Toute fausse déclaration est punie d'une amende égale à cinq fois le montant de la taxe fraudée.

ART. 10.

Les préposés de l'administration de l'enregistrement ont le droit de faire représenter au siège de la société, de la succursale ou agence principale, ou de l'administration publique,

ART. 6.

Toute société étrangère assujettie à la taxe est tenue de faire agréer par le directeur de l'enregistrement, dans les deux mois à partir de la mise en vigueur de la présente loi, ou avant toute opération, un représentant solvable qui s'engagera personnellement au paiement de la taxe et des pénalités.

(Comme ci-contre.)

ART. 7.

Les états de liquidation sont appuyés des pièces justificatives, et notamment des comptes rendus, bilans et comptes des profits et pertes, des extraits des délibérations et de tous autres documents.

ART. 8.

(Comme ci-contre.)

L'avance de la taxe est faite pour les ayants droit aux revenus et primes par ceux qui sont tenus de les payer ou d'en tenir compte.

Dans les sociétés régies par des statuts antérieurs à la présente loi, les tantièmes attribués sur les bénéfices ne seront calculés qu'après la déduction d'une quotité de l'impôt égale à la patente actuelle.

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 10.

Les préposés de l'administration de l'enregistrement ont le droit de se faire représenter au siège de la société, de la succursale, établissement ou agence principale, ou de l'administra-

Projet amendé par la section centrale.

—

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

ART. 8.

Supprimer le dernier paragraphe de cet article amendé par le Gouvernement.

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

Projet primitif.

les registres, documents et écritures fournissant les éléments du contrôle des états formés en exécution de l'article 5 ou de nature à établir le montant de la taxe.

Tout refus de communication, ainsi que toute contravention aux articles 5, 6 et 7, est passible d'une amende de 100 à 500 francs.

ART. 11.

Il y a prescription pour la demande de la contribution :

1° Après deux années à partir de la remise de l'état de liquidation ;

2° A défaut de cet état, après cinq années à partir de la date de l'exigibilité de la taxe.

Et pour toute demande en restitution, après deux années, à compter de la date du paiement.

ART. 12.

La taxe établie par l'article 2 est assimilée aux droits d'enregistrement. Les poursuites seront exercées et les instances introduites, plaidées et jugées comme en cette matière.

ART. 13.

Un arrêté royal déterminera, s'il y a lieu, les mesures d'exécution qui seraient nécessaires et pourra établir des amendes n'excédant pas 25 francs.

Projet amendé par le Gouvernement.

tion publique, les registres, documents et écritures fournissant les éléments du contrôle des états formés en exécution de l'article 5, ou de nature à établir le montant de la taxe.

(Comme ci-contre.)

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

ART. 12.

La taxe établie par l'article 2 est assimilée aux droits d'enregistrement pour les poursuites et la procédure.

ART. 12^{bis}.

Le droit de patente des sociétés spécifiées à l'article 1^{er} continuera à être perçu pour l'année 1885. La taxe établie par l'article 2 sera exigible sur les bénéfices et produits réalisés par les sociétés à partir du 1^{er} janvier 1884, sur les intérêts d'obligations et sur les lots et primes échus à partir du 1^{er} septembre 1883.

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

Projet amendé par la section centrale.

Ce droit ne pourra être exercé que moyennant une autorisation spéciale du Ministre des Finances.

(Comme ci-contre.)

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

ART. 12.

(Comme ci-contre.)

ART. 12^{bis} (nouveau).

La taxe établie par l'article 2 sur les intérêts d'obligations et sur les lots et primes échus sera exigible à partir du 1^{er} septembre 1883.

ART. 15.

(Comme ci-contre.)